

MISSION LOCALE JEUNES FAUCIGNY / MONT-BLANC

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Société de Commissariat aux comptes, inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux comptes,
rattachée à la compagnie régionale des commissaires aux comptes Dauphiné-Savoie

Siège social : 9 rue Jules Ferry 74000 ANNECY - Tel : 04 50 02 91 94
RCS ANNECY 791 082 365 - Code NAF 6920 Z - SAS au capital de 436 850 Euros

MISSION LOCALE JEUNES FAUCIGNY / MONT-BLANC

72 Avenue Georges Clemenceau 74300 CLUSES

Association

N° SIRET : 393 448 295 00039

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

1. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « Mission Locale Jeunes du Faucigny relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1 *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les autres créances.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et d'activité et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

**MISSION LOCALE
JEUNES FAUCIGNY /
MONT-BLANC**

*Rapport du Commissaire
aux Comptes sur les
comptes annuels*


*Exercice clos
le 31 décembre 2023*

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annecy, le 29 avril 2024,

Le Commissaire aux Comptes

Audicé Alpes
Commissaires aux comptes



Marc PAQUIER

MISSION LOCALE JEUNES FAUCIGNY / MONT-BLANC

Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2023

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	657	657			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains	58 051		58 051	36 500	21 551
Constructions	522 458	122 083	400 375	229 147	171 228
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	123 894	90 190	33 704	42 138	- 8 434
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				244 023	- 244 023
Immobilisations financières					
Participations	250		250	250	
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	5 153		5 153	5 153	
TOTAL (I)	710 463	212 930	497 534	557 212	- 59 678
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés	12 150		12 150	44 167	- 32 017
Autres créances					
· Fournisseurs débiteurs	45		45		45
· Personnel					
· Organismes sociaux	113		113	30	83
· Etat, impôts sur les bénéfices					
· Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
· Autres	489 469		489 469	263 249	226 220
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	833 969		833 969	946 765	- 112 796
Charges constatées d'avance	13 354		13 354	14 531	- 1 177
TOTAL (II)	1 349 099		1 349 099	1 268 742	80 357
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	2 059 563	212 930	1 846 633	1 825 954	20 679

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise	387 788	387 788	
. Ecart de réévaluation			
. Réserves	422 864	145 445	277 419
. Report à nouveau			
. Résultat de l'exercice	90 734	277 419	- 186 685
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	31 877	35 419	- 3 542
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	933 264	846 071	87 193
Provisions pour risques et charges	98 041	91 682	6 359
TOTAL (II)	98 041	91 682	6 359
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement	138 952	252 481	- 113 529
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)	138 952	252 481	- 113 529
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées	402 008	438 352	- 36 344
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	58 579	30 466	28 113
Autres	205 788	166 901	38 887
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	10 000		10 000
TOTAL (IV)	676 376	635 720	40 656
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	1 846 633	1 825 954	20 679
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services	6 187		6 187	13 543	- 7 356
Montants nets produits d'expl.	6 187		6 187	13 543	- 7 356
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation			1 651 991	1 713 580	- 61 589
Cotisations					
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			252 481	202 562	49 919
Autres produits			28 185	25 713	2 472
Reprise de provisions				29 038	- 29 038
Transfert de charges			120 321	167 003	- 46 682
Sous-total des autres produits d'exploitation			2 052 978	2 137 896	- 84 918
Total des produits d'exploitation (I)			2 059 165	2 151 439	- 92 274
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)			3 984	1 907	2 077
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés			10 102	3 399	6 703
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (III)			10 102	3 399	6 703
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion				3 973	- 3 973
Sur opérations en capital			118 033	4 160	113 873
Reprises sur provisions et transferts de charges			13 641		13 641
Total des produits exceptionnels (IV)			131 674	8 133	123 541
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			2 204 925	2 164 878	40 047
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT					
TOTAL GENERAL			2 204 925	2 164 878	40 047

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	27 141	32 038	- 4 897	-15,28
Services extérieurs	142 108	137 627	4 481	3,26
Autres services extérieurs	165 355	124 413	40 942	32,91
Impôts, taxes et versements assimilés	125 203	88 954	36 249	40,75
Salaires et traitements	998 416	914 228	84 188	9,21
Charges sociales	310 913	303 825	7 088	2,33
Autres charges de personnels	19 781	21 186	- 1 405	-6,63
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	38 388	28 969	9 419	32,51
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions	20 000		20 000	N/S
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	138 952	214 037	- 75 085	-35,08
Autres charges	1 044	277	767	276,90
Total des charges d'exploitation (I)	1 987 301	1 865 554	121 747	6,53
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	9 630	4 138	5 492	132,72
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)	9 630	4 138	5 492	132,72
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		5 000	- 5 000	-100
Sur opérations en capital	114 477	4 062	110 415	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	2 783	8 705	- 5 922	-68,03
Total des charges exceptionnelles (IV)	117 260	17 766	99 494	560,02
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	2 114 191	1 887 459	226 732	12,01
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	90 734	277 419	- 186 685	-67,29
TOTAL GENERAL	2 204 925	2 164 878	40 047	1,85
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature				
. Dons en nature				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Préambule

Cette association à pour but :

- accueillir, informer, conseiller les jeunes de 16 à 26 ans pour les aider à construire un itinéraire d'insertion sociale et professionnelle.
- simplifier leurs démarches par la mise en place d'un guichet unique et d'un accompagnement individuel et global
- permettre une meilleur adéquation entre les besoins du marché et les souhaits des jeunes, grâce à une étroite coordination entre les observatoires existants, les structures associatives ou institutionnelles oeuvrant pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et financées par les collectivités territoriales et/ou l'Etat, les entreprises et les organismes de formation étudier et promouvoir des actions répondants aux besoins rencontrés :
 - *Formation professionnelle
 - *Vie quotidienne (santé, hébergement, déplacements, justice, loisirs, etc.)
- organiser au plan local un réel partenariat entre les structures et organismes existant en :
 - *Developpant des modes de collaboration
 - *Coordonnant des actions et assurant le suivi en concertation avec tous les acteurs de la vie sociale, professionnelle, politique et scolaire
 - *Organisant une cohérence des actions et des interventions.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 846 632,98 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 90 733,91 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 03/05/2024 par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.4 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.2.5 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

2.2.6 - Droits individuels à la formation :

La loi du 4 mai 2004 ouvre, sous certaines conditions, pour les salariés des entreprises françaises un droit à formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans. Les engagements de l'entreprise en matière de droits individuels à la formation figurent en engagements hors bilan. Il est mentionné le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF, ainsi que le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande.

2.2.7 - Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	657			657
Immobilisations corporelles	736 651	95 969	128 217	704 403
Immobilisations financières	5 403			5 403
TOTAL	742 711	95 969	128 217	710 463

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	657			657
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I	657			657
Terrains				
Constructions				
sur sol propres	99 353	22 744	14	122 083
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	14 579	4 327	11 705	7 202
Matériel de transport	39 886	7 057		46 943
Matériel de bureau et informatique	31 025	7 042	2 021	36 046
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	184 843	41 171	13 740	212 273
TOTAL GENERAL (I+II)	185 500	41 171	13 740	212 930

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	12 150	12 150	
Autres créances			
Charges constatées d'avance	13 354	13 354	
TOTAL	25 504	25 504	

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	479 159
Autres produits à recevoir	10 310
TOTAL	489 469

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	387 788				387 788
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	145 445		277 419		422 864
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	277 419	-277 419	90 734		90 734
Dont générosité du public					
Situation nette	810 652	-277 419	368 153		901 386
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	35 419			-3 542	31 877
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	846 071	-277 419	368 153	-3 542	933 264
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	252 481	138 952	252 481			138 952	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	252 481	138 952	252 481			138 952	

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	402 008	38 493	158 311	205 205
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	58 579	58 579		
Dettes fiscales & sociales	205 788	205 788		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	10 000	10 000		
TOTAL	676 376	312 860	158 311	205 205

4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	989
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	15 649
Dettes fiscales & sociales	121 519
Autres dettes	
TOTAL	138 157

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	131 674
Sur opérations de gestion	3 542
Produits de cession des éléments d'actif	114 491
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charge	13 641
Charges exceptionnelles	117 260
Sur opération de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	114 477
Dotations aux provisions	2 783
Charges sur exercices antérieurs	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	14 414

6 - Autres informations

6.1 - Engagements et sûretés réelles consenties

6.1.1 - Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Privilège du prêteur de deniers à hauteur de 365 k€ sur l'immeuble des locaux de Sallanches. Sûretés du prêt garanti à hauteur de 365k€ sur une durée de 192 mois.

6.2 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 78041 Euros.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : Fort pour les non cadres et 0% pour les cadres
- le taux moyen d'augmentation des salaires
- le taux d'actualisation retenu : 3%
- le taux moyen des charges sociales : 42%

6.3 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non Cadres	21	
TOTAL	23	0

6.4 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5593 Euros.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

OFFICE OF THE DEAN

1100 EAST 58TH STREET, CHICAGO, ILL. 60637

TEL: 773-936-5000 FAX: 773-936-5001

WWW.CHICAGO.EDU

ADMISSIONS

2000

CHICAGO, ILL. 60637

OFFICE OF THE DEAN

1100 EAST 58TH STREET, CHICAGO, ILL. 60637
TEL: 773-936-5000 FAX: 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
OFFICE OF THE DEAN
1100 EAST 58TH STREET, CHICAGO, ILL. 60637
TEL: 773-936-5000 FAX: 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

ADMISSIONS

2000

CHICAGO, ILL. 60637
TEL: 773-936-5000 FAX: 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

MISSION LOCALE JEUNES FAUCIGNY / MONT-BLANC

**Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur
les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2023**

MISSION LOCALE JEUNES FAUCIGNY / MONT-BLANC

72 Avenue Georges Clemenceau 74300 CLUSES

Association

N° SIRET : 393 448 295 00039

**Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les
conventions réglementées.**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Rapport Spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**MISSION LOCALE
JEUNES FAUCIGNY /
MONT-BLANC**

*Rapport Spécial du
Commissaire aux
Comptes sur les
conventions réglementées*

*Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2023*

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

- **Entre votre Association et la FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI**

Personnes concernées

Il s'agit des personnes suivantes, ceux-ci sont les administrateurs communs entre les deux entités :

Structure	Prénom Nom
Sous Préfecture de l'arrondissement de Bonneville	Rémy DARROUX
DDETS	Chrystèle MARTINEZ
DDETS	Alexandre LARONCE
France TRAVAIL	Michel DEBERNARDY
France TRAVAIL	Carine DEGALLAIX
France TRAVAIL	Francois CARILLO
REGION AUVERGNE RHÔNE ALPES	Laurent WAUQUIEZ
Conseil Départemental	Martial SADDIER
CCPR/FMBD	Eddi ETIENNE
CCFG	Stéphane VALLI
CCFG	Philippe MONET
CCPMB	Véronique CLEVY
CCVCMB	Jeremy VALLAS
CCMG/FMBD	Joël VAUDEY
CCMG	Johanna THENON
Trésorière MLJ / FMBD	Nathalie DESCHAMPS
GNI RHONE ALPES REGION EST	Paul DUVERGER
Groupeement des acteurs économiques de Sallanches	
Chambre des Métiers et de l'Artisanat	Olivier TAVERNIER

Nature et objet : Convention de partenariat

Votre Association a signé avec la FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI une convention relative à la mise en commun de moyens et compétences, qui se traduit par la mise à disposition réciproque de personnel à compter du 1^{er} janvier 2023 et pour une durée de 3 ans.

Modalités

Le montant comptabilisé en produits relatif à cette convention s'élève à 60 158 € pour l'exercice 2023 et la charge s'élève 4 478 €.

**MISSION LOCALE
JEUNES FAUCIGNY /
MONT-BLANC**

*Rapport Spécial du
Commissaire aux
Comptes sur les
conventions réglementées*

*Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2023*

Nature et objet : Convention de mise à disposition de locaux

Votre Association a signé avec la FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI une convention, relative à la mise à disposition par la FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI, des locaux de Verchaix et Bonneville, à compter du 1^{er} janvier 2023 et pour une durée de 12 mois.

Le montant comptabilisé en charges relatif à cette convention s'élève à 32 317 € pour l'exercice 2023.

Nature et objet : Convention de mise à disposition de locaux

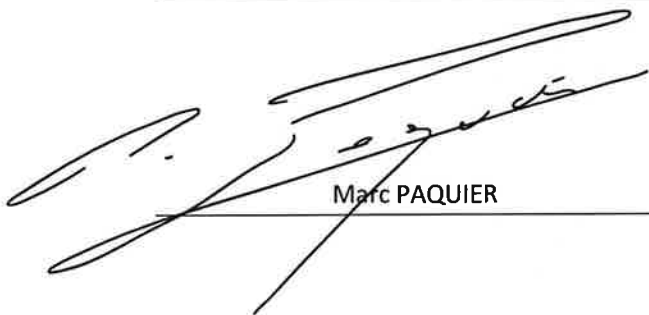
Votre Association a signé avec la FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI une convention relative à la mise à disposition, par la MLJF, des bureaux sur le site de Sallanches à compter du 1^{er} janvier 2023 et pour une durée de 12 mois.

Le montant comptabilisé en produits relatif à cette convention s'élève à 24 190 € pour l'exercice 2023.

Fait à Annecy, le 29 avril 2024,

Le Commissaire aux Comptes

Audicé Alpes
Commissaires aux comptes



Marc PAQUIER

